

Déclaration économique

projeté le gouvernement précédent en février dernier. Mais il y a pire encore. Les projections actuelles montrent que le déficit augmenterait l'an prochain pour dépasser \$37 milliards et resterait entre \$34 et \$38 milliards au cours de chacune des années restantes de la décennie. Cela contraste fortement avec les projections antérieures, qui présentaient un déficit en diminution pendant cette période.

• (1850)

Le déficit de l'an prochain, soit \$37.1 milliards, dépasserait de \$9 milliards le niveau projeté en février dernier. La hausse aurait été encore plus marquée, si le gouvernement précédent n'avait pas prévu de diminuer le soutien fourni à la création directe d'emplois et à la formation, pour le ramener de \$2.2 milliards cette année à \$1.2 milliard seulement l'an prochain. La hausse du déficit, cette année et l'an prochain, et le fait qu'il ne diminuera pas au cours de la présente décennie, même avec une croissance constante, constituent des motifs graves de préoccupation.

Voilà la situation dont nous avons hérité. Non seulement elle est sérieuse à l'heure actuelle mais, si nous n'agissons pas, elle sera encore plus grave d'ici 1990.

Au cours de l'année du centenaire, la dette fédérale nette s'élevait à \$18 milliards; à la fin du présent exercice, elle sera de \$190 milliards, soit près de dix fois plus; d'ici 1990, elle pourrait approcher \$410 milliards si rien ne change. Voici ce que ces chiffres globaux représentent pour chacun d'entre nous. En 1967, cette dette représentait \$4,000 par famille; cette année, elle représente \$24,000; en 1990, si nous ne faisons rien, elle pourrait équivaloir à une dette de \$54,000 pour chaque famille canadienne.

Je sais que des économistes trouveraient l'analogie imparfaite, mais je veux décrire le problème de la manière la plus simple. Nombre d'entre nous ont contracté des dettes importantes à un moment donné, sous la forme d'une hypothèque ou d'un prêt personnel. Cependant, nous l'avons fait parce que nous pensions que nos revenus futurs augmenteraient plus vite que le coût de cette dette. Si notre endettement et nos paiements d'intérêt continuent, année après année, à augmenter plus vite que notre revenu, nous savons que nous avons un problème. Si nous en arrivons au point où nous devons commencer à emprunter juste pour payer l'intérêt de notre dette, nous savons que le problème est sérieux. Voilà pourtant la situation dans laquelle se trouve le gouvernement du Canada aujourd'hui. Cette année, près de 50 p. 100 des emprunts de l'État sont nécessaires uniquement pour payer les frais d'intérêt et, si nous n'agissons pas, cette proportion passera à plus de 76 p. 100 d'ici 1990. Nous estimons qu'il faut agir maintenant pour éviter une crise plus tard.

[Français]

Il n'existe pas de solution facile à ce problème. Nous ne pouvons l'éviter par la croissance. L'an prochain, nous aurons derrière nous la troisième année de reprise de l'économie et pourtant, au cours de chacune de ces années, le déficit aura augmenté—passant de \$25 milliards en 1982-83 à \$31.8 milliards l'an dernier, à \$34.5 milliards cette année et à \$37.1 milliards selon les projections l'an prochain.

[Traduction]

Et encore, les projections de l'économie et du déficit que je viens d'exposer, pour négatives qu'elles soient, reposent sur l'hypothèse que les taux d'intérêt redescendront à des niveaux plus normaux pendant la deuxième moitié des années 80. Cette hypothèse tient au fait que nous nous attendons à ce que l'administration qui reviendra au pouvoir aux États-Unis et le nouveau Congrès prennent des mesures pour réduire le déficit budgétaire des États-Unis, ce qui permettra une détente des taux d'intérêt.

Rien ne garantit—et je suis le premier à le reconnaître—que les choses évolueront de cette manière. Si les taux d'intérêt ne baissent pas, notre situation économique et financière serait encore pire. La croissance serait moins rapide et le taux de chômage pourrait demeurer supérieur à 10 pour cent pendant toute la décennie. Le déficit fédéral continuerait d'augmenter et pourrait atteindre \$50 milliards par an au début des années 90.

Permettez-moi enfin de bien préciser que les projections du déficit que je présente ce soir sont calculées de la même façon que celles du gouvernement précédent, à une exception près. Depuis plusieurs années, le Vérificateur général soutient à juste titre que les conventions comptables du gouvernement précédent ne permettaient pas de présenter fidèlement à cette Chambre ni aux Canadiens la situation financière de l'État. J'annonce ce soir que, pour donner une image fidèle des finances du pays, le gouvernement est disposé à mettre en œuvre la plupart des recommandations du Vérificateur général.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Ces changements entraîneront, pour cette année et les exercices suivants, une augmentation du déficit projeté de l'ordre de \$500 à \$800 millions par an. Le Programme donne plus de détails à ce sujet.

[Français]

Les projections de croissance économique, d'emploi et de déficit que je viens de présenter sont inacceptables. Nous pouvons faire mieux, mais uniquement si nous adoptons une attitude réaliste face à ce défi de taille. Cela signifie que nous devons attaquer de front le problème de déficit et d'endettement que je viens de décrire. Le fait est que l'amorcellement de la dette fédérale est devenu un obstacle important à la croissance et à la création d'emplois dans le secteur privé.

[Traduction]

Une augmentation constante du rapport entre la dette et le revenu menace la croissance de trois façons. D'abord, elle pousse les taux d'intérêt à la hausse en alimentant les attentes inflationnistes futures et la concurrence pour l'épargne privée. Ensuite, elle restreint la capacité du gouvernement de répondre aux besoins économiques et sociaux prioritaires. Enfin, elle symbolise une situation de mauvaise gestion économique qui mine la confiance et compromet les investissements privés créateurs d'emplois dont le Canada a tant besoin.

Pour promouvoir la croissance et l'emploi, il faut que les taux d'intérêt soient aussi faibles que possible. Il faut rétablir la confiance. C'est pourquoi nous devons agir pour limiter le déficit. Nous devons assurer aux épargnants et aux investisseurs, au Canada et à l'étranger, que les progrès impressionnants que nous avons réalisés sur le plan de l'inflation seront maintenus et poursuivis et que le gouvernement fédéral